Publié le : 30/04/2026

ARRETE
Portant permis de stationnement
A Jugon-les-Lacs

ARRETE N°2026T0407

Le Maire de la Commune de Jugon-les-Lacs,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-5 et L. 2213-1 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le Code de la route ;
Vu le Code de la voirie routière, et notamment l'article L. 113-2 ;
Vu le Code pénal ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, 1ère partie et 8ème partie ;
CONSIDERANT la demande de Madame , en date du 29 avril 2026 ;
CONSIDERANT que pour le bon déroulement de travaux de réfection de toiture et pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique, il est nécessaire d'accorder au demandeur un permis de stationnement (pose d'un échafaudage) devant le n°2 rue Saint Etienne à Jugon-les-Lacs, du samedi 2 mai 2026 à 8h00 au dimanche 10 mai 2026 à 18h00 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Du samedi 2 mai 2026 à 8h00 au dimanche 10 mai 2026 à 18h00 il est accordé au demandeur un permis de stationnement (pose d'un échafaudage sur le trottoir) devant le n°2 rue Saint Etienne à Jugon-les-Lacs.

ARTICLE 2 : Les piétons seront invités à traverser en toute sécurité.

ARTICLE 3 : Les panneaux de type règlementaire sont mis en place par le demandeur.
Le demandeur a la charge de la signalisation de son chantier et de sa maintenance de jour comme de nuit. Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Le demandeur est responsable de tous les dommages qui pourraient survenir aux personnes et aux biens du fait ou à l'occasion de son chantier, dommages qu'il règlera sans intervention de l'Administration ou de la Commune.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication, ou de son affichage, d'un recours contentieux par courrier adressé au tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.
Monsieur le Maire peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 6 : Madame la Directrice générale des services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Jugon-les-Lacs et Monsieur le responsable des services techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Jugon-les-Lacs, le 30 avril 2026

Le Maire
Gwenaëlle AOUTIN

MAIRIE DE JUGON-LES-LACS
Côtes-d'Armor 22